

**Trois clichés :
le bordel des États-Unis, le blocus génocidaire,
la terrible dictature de Batista**

par **PIERRE RIGOULOT***

Le bordel des États-Unis

UN ARGUMENT RÉCURRENT dans la bouche des commentateurs bienveillants du castrisme consiste à souligner l'élévation du niveau moral de la population cubaine en comparaison avec ce qu'il était auparavant. Par la grâce de la Révolution, Cuba, qui était avant 1959 le « bordel des États-Unis », aurait retrouvé sa dignité.

Vraiment ?

Il faut parcourir les rues de La Havane – bientôt 60 ans de révolution au compteur – ou lire une étude comme celle d'Amir Valle [1] pour se rendre compte de la prospérité de la prostitution à Cuba aujourd'hui. On dit aussi à Cuba le « jineterisme ». Vieux souvenir de la guerre d'indépendance menée contre les Espagnols : les *jineteros*, étaient les cavaliers indépendantistes qui chargeaient à cheval les Espagnols. « À Cuba, aujourd'hui, les femmes se jettent sur les touristes [...] pour gagner leur vie avec leur art très ancien du plaisir, aussi efficace pour la victoire que la lame d'une machette rebelle ». Les *mambises* (les indépendantistes cubains) étaient des cavaliers qui luttèrent pour leur liberté. « Les prostituées (*jineteras*) aujourd'hui, disent les blagueurs de l'île, sont des cavaleuses qui aspirent à la liberté qu'offre le pouvoir du dollar. »

Le terme de *jinetero* (cavalier/cavaleur) s'applique de manière plus large « à tous ceux qui tentent d'obtenir des dividendes dans la trame compliquée du commerce sexuel, du narcotraffic et du marché noir ».

Il faut savoir que l'ouvrage d'Amir Valle n'est pas un écrit bâti avec quelques témoignages ou souvenirs personnels, mais le fruit d'une longue enquête de terrain et de nombreuses recherches dans les archives historiques. Ce qu'il livre est précis et souvent d'une crudité à couper le souffle. Les témoignages de filles cultivées, dotées de diplômes

* Historien, directeur de l'Institut d'Histoire sociale, auteur de *Coucher de soleil sur La Havane* (Flammarion, 2007).

1. *La Havane Babylone, la prostitution à Cuba*, Métailié 2010.



universitaires, sont nombreux. La prostitution est considérée bien souvent comme un « boulot » nécessaire pour sortir – sa famille et soi-même – de la pauvreté.

La *jinetera* et sa famille ne sont pas seules à tirer avantage de la prostitution. Le policier qui se fait payer par le gardien de l'hôtel de passe quintuple sa solde. Le revendeur de drogue traitant avec la prostituée, qui en a plus ou moins besoin pour faire « passer » ses journées, est content lui aussi. « Ma femme et moi, explique un de ceux-ci, ingénieur en PTP, on a fait des études en URSS et on crevait de faim. Maintenant, on vit comme des rois. » Content, l'est aussi le costaud payé par le proxénète pour assurer la sécurité des filles. L'importance numérique et économique du monde des *jineteras*, des proxénètes, des policiers corrompus, des employés du tourisme, des agents de sécurité qui ferment les yeux, des chauffeurs de taxi et du trafic de drogue qui y est souvent lié, est impressionnant.

Certes, de temps à autre, une grande campagne de répression est lancée par les autorités, manière de rappeler qui a véritablement le pouvoir. Puis la répression s'exerce dans un autre domaine, celui des petits commerces par exemple. Et rien n'est réglé. Les filles reviennent après l'orage et reprennent leur travail, sous l'œil intéressé des policiers de base qui touchent leur part du gâteau.

Nul ne nie qu'il y avait de nombreux bordels à La Havane (essentiellement à La Havane et Varadero) avant la révolution. Nul ne sera étonné d'apprendre que les ressortissants du voisin américain étaient les clients étrangers les plus nombreux. Phénomène « normal », si l'on peut dire, du fait de la proximité géographique et de la disparité du niveau de vie. C'était sans doute pire à Tijuana, au Mexique. Les lecteurs du *Dahlia Noir* se souviennent des descriptions que donne Ellroy des bordels fréquentés par les soldats américains. Et il est vrai que les gangsters américains contrôlaient, au moins partiellement, l'industrie du sexe à Cuba.

Des gangsters, qui ont laissé un nom derrière eux: Amleto Battisti, Amadeo Baletta, Santo Trafficante [*sic*] et le plus puissant de tous, Meyer Lansky. Tous investissaient non seulement dans les bordels mais aussi dans les hôtels, les casinos, les restaurants et les cabarets.

En revanche, lier la prostitution au seul «impérialisme américain» est pour le moins discutable. Ce problème a des racines historiques liées notamment à l'esclavage, puis aux méfaits des longues guerres d'indépendance et à la pratique de la «reconcentraci3n» de la population.^[2]

En 1910, on comptait dans la capitale cubaine près de 3 000 bordels, chacun avec en moyenne une dizaine de femmes y travaillant, soit 30 000 prostituées. Des estimations postérieures (dans les années 1930) donnent, pour l'ensemble de l'île cette fois, 80 000 prostituées. En 1959, quand tombe Batista, Samir Valle évalue à 20 000 le nombre des bordels et à 150 000 celui des prostituées.

Des chiffres à prendre avec précaution certes, mais le pouvoir castriste fit beaucoup diminuer cette prostitution visible, installée jusque-là comme n'importe quelle autre activité commerciale, en tout cas jusqu'au milieu des années 1960. Mais progressivement, par vagues correspondant aux difficultés grandissantes de l'économie cubaine et au reflux des espoirs révolutionnaires de la population, la prostitution fit son retour.

Des estimations d'Amir Valle, incertaines mais aussi fondées que possible, font le point sur ce qu'il en était il y a une vingtaine d'années d'environ: étaient alors en activité 20 000 prostituées et 80 000 personnes liées de près ou de loin à cette activité – soit 100 000 au total – auxquelles il ajoute 40 000 prostitués homosexuels. Une activité plus discrète que jadis et qui se déroule non plus dans un bordel mais dans un appartement. Cette activité est en forte expansion: on assiste ces dernières années à un accroissement très important du nombre de touristes à Cuba, notamment de touristes sexuels, venus principalement d'Europe, et à une sorte d'acceptation généralisée du «métier», qui ouvre des perspectives d'élévation radicale du niveau de vie et de possibilités de consommation à une population qui a fait le deuil de sa foi révolutionnaire. L'auteur de ces lignes prend pour exemple un jeune homme évoquant devant lui avec fierté l'activité de *jinetera* d'une de ses tantes, non loin de Santa Clara, au centre de l'île. Elle, elle avait bien réussi dans la vie!

Embargo ou blocus génocidaire ?

«Blocus» et «génocidaire» sont de trop: le 19 octobre 1960, les États-Unis réagirent aux expropriations qui frappaient à Cuba un certain nombre de citoyens et d'entreprises des États-Unis – mais aussi à l'évolution de plus en plus socialiste et philo-soviétique de Cuba –

2. Joel KOTEK, Pierre RIGOULOT, *Le Siècle des camps*, Lattès 2000.!



12 mars 1996 : Bill Clinton signe la Loi Helms-Burton à Washington.

en décrétant un embargo, c'est-à-dire une interdiction de tout échange économique et financier avec l'île faite aux entreprises et citoyens américains.

Aucune barrière ne fut dressée en revanche afin d'interdire ou du moins de perturber les flux commerciaux et financiers de l'île avec le reste du monde, ni aucun filtre ne fut mis en place par les États-Unis devant les navires provenant d'autres pays.

Il ne s'agit donc pas d'un blocus.

Il ne s'agit pas non plus d'un «génocide». Le renvoi à l'idée de génocide est assez représentatif de l'enflure verbale de la direction cubaine et cette expression, régulièrement utilisée dans des affiches ou des slogans muraux, suppose une entreprise délibérée de destruction du peuple cubain, entreprise qui n'a jamais existé.

Cela étant, l'embargo a obligé Cuba à s'approvisionner plus loin, donc à un coût plus élevé, pour obtenir des marchandises venant notamment d'Europe de l'Est, d'URSS et du «camp socialiste», des marchandises de moindre qualité que ce que l'île acquérait avant la révolution. L'embargo fut même renforcé par Kennedy le 7 février 1962.

Preuve encore que nous n'avons pas affaire à un blocus : un certain nombre de pays occidentaux – dont la France – approuvèrent officiellement sa mise en œuvre, tout en espérant profiter du retrait américain pour accroître leurs relations commerciales avec Cuba. La Russie devint le premier partenaire commercial de l'île, largement devant la France (qui exportait pour 70 millions de dollars de marchandises et en importait pour 34 millions en 1965 et 55 millions en 1969). Ces activités commerciales ont été encouragées par les différents gouvernements européens, peu soucieux de suivre le militantisme politique des

Américains. Mais dans les années 1970 les entreprises ne se bousculèrent pas, du fait des incertitudes quant aux règlements des factures! Malgré une série de rencontres avec ses créanciers, aucune solution ne fut trouvée et, en juillet 1986, Cuba suspendit tout simplement le remboursement de ses dettes.

Plusieurs ajustements à cet embargo furent décidés dans le sens d'une aggravation avec les lois Torricelli, du 23 octobre 1992, puis Helms-Burton, le 19 février 1996. La première visait à empêcher le commerce de Cuba avec des filiales de compagnies nord-américaines établies dans un pays tiers, la seconde visait davantage à décourager les investissements dans l'île. Mais elles furent peu appliquées.

Le 18 novembre 2000 enfin fut décidée la levée partielle de l'embargo pour les produits alimentaires et pharmaceutiques – ce qui explique que les États-Unis sont devenus rapidement un des tout premiers partenaires commerciaux de l'île! Avec Obama, d'autres allègements concernant le rhum, les cigares et l'entrée de citoyens américains furent décidés.

Pas de blocus, donc, mais un embargo, dont on peut quand même se demander ce qu'il a coûté à l'île.

Depuis leur instauration en 1962, ces restrictions lui ont coûté 125,8 milliards en dollars constants, a déclaré M. Rodriguez, le ministre de l'Économie cubain, quelques semaines avant le vote par l'Assemblée générale des Nations unies de la énième résolution condamnant l'embargo.

Même si la position américaine est plutôt une position de principes, comme elle le fut envers les Pays baltes occupés par les Soviétiques, il est vrai que l'embargo a gêné les relations commerciales et financières et les a renchéries. Mais l'estimation proposée est hasardeuse, d'autant que l'URSS d'abord, le Venezuela ensuite apportèrent leur aide au régime castriste. Cette aide renforça d'ailleurs la dépendance de Cuba envers l'Union soviétique dans une relation inégale peu propice au développement d'un appareil productif autonome. Une décision politique comme celle de l'adhésion au Comecon en 1972, avec l'hyper-spécialisation sucrière qui en découla, a également nui au développement économique de l'île. Sans doute les *remesas*, les envois d'argent des exilés à leurs parents et connaissances, une des ressources majeures de Cuba ces dernières années, ont-elles été longtemps limitées du fait de l'embargo. Mais les restrictions aux sommes envoyées (effets de l'embargo) n'ont pas créé de difficultés économiques majeures. Ce sont les difficultés qui ont créé des exilés capables d'alléger les difficultés matérielles des Cubains restés dans l'île. On aimerait savoir si pourtant M. Rodriguez les intègre dans les pertes financières consécutives à l'embargo.

Le soi-disant « blocus » a surtout servi aux castristes à justifier leurs échecs dans le domaine économique. « L'embargo est la cause principale des problèmes de notre économie, de son sous-développement [...]. Aucun secteur n'est épargné par les conséquences de l'embargo », déclarait encore en septembre 2016 le ministre des Affaires étran-

gères cubain, Bruno Rodriguez. En fait, les maux propres au socialisme de type soviétique suffisent à expliquer une agriculture médiocre, la centralisation excessive, l'arbitraire de certaines décisions prises par Castro, la priorité donnée au développement de la révolution dans le monde, aggravant encore la situation de l'ensemble de l'appareil de production.

La terrible dictature de Batista

Même les commentateurs les plus réservés à l'encontre de Fidel Castro lui reconnaissent ce point positif: il a libéré l'île d'un affreux dictateur, Fulgencio Batista. On ne refera pas ici la biographie de ce sous-officier de l'armée cubaine élu à la régulière en 1940 avec l'appui du Parti communiste. Mais ce dernier point montre qu'au moins sur le plan politique, on avait affaire à un homme et à un parcours plus complexes que ce que les castristes ont dit et répété, soucieux de noircir le régime précédent pour mieux faire briller le leur.

Notre propos n'est pas ici de faire l'éloge de Batista. Une étude approfondie devrait souligner que, si sa première accession au pouvoir fut parfaitement légale, la seconde, en 1952 fut acquise à la suite d'un coup d'État. La corruption, les très grandes inégalités de développement, les liens qui s'établirent quand il fut pour la seconde fois au pouvoir, l'absence de vision politique sont indéniables. Mais Batista ne fut pas un simple dictateur – ni un singe comme osa le dire Jean-Paul Sartre, une «brute imbécile», un être «cruel et grotesque», et de plus «avide et méchant» – et Cuba ne fut pas un pays ravagé par la misère, arraché au sous-développement par l'heureuse intervention de Fidel Castro. On se contentera ici de rappeler trois points qui font exploser le mythe largement diffusé d'une terrible dictature exercée sur un pays sous-développé.

1. Le monstrueux Batista poussa à l'adoption d'une Constitution tout à fait respectable, qui fut comparée en son temps par des juristes à celle de Weimar en 1920 ou à celle de la République espagnole en 1931. Il se présenta ensuite aux élections présidentielles de juillet 1940 qu'il remporta avec le soutien d'une «coalition socialiste-démocratique» dont faisaient partie les communistes cubains. Juan Marinello, un poète membre du PC, devint ministre avant d'être remplacé par Carlos Rafael Rodriguez, une des figures des premières années du régime mis en place par Castro. En 1942, Batista fut, avec les dirigeants de Haïti, le seul chef d'État américain à reconnaître le CFLN (Comité français de Libération nationale) du général de Gaulle. Le 16 janvier 1944, le quotidien communiste *Hoy* («Aujourd'hui») présentait Batista comme «l'idole du peuple, le grand homme de notre vie politique nationale, l'homme qui incarne les idéaux sacrés de la nouvelle Cuba». Sénateur en 1948, Batista comptait se représenter en 1952 et avait promis à un jeune avocat ambitieux de 25 ans, un certain Fidel Castro, une place de choix dans son nouveau gouvernement. L'ambassadeur de France ne tarissait pas d'éloges sur les «personnalités de valeur»

qui entouraient Batista, sur « leurs qualités intellectuelles » et se réjouissait de leur « sympathie pour la France ».

Mais, sans doute parce qu'il craignait de perdre la présidence de 1952, Batista s'empara du pouvoir par un coup d'État. L'ancêtre du *Nouvel Observateur* parla de son régime comme d'un « populisme dictatorial » et d'un « péronisme sans Peron », représentant l'armée et les plus pauvres. Les relations avec l'extrême gauche se tendirent après le coup d'État, sans prendre pour autant une tournure dramatique, jusqu'à la fameuse attaque menée par les frères Castro de la caserne Moncada le 26 juillet 1953. Les locaux de journal *Hoy* ainsi que ceux du PSP et du parti communiste cubain furent fermés, puis ce dernier fut interdit.

Batista organisa des élections et les gagna grâce à quelques « coups de pouce » frauduleux mais surtout à d'indéniables réalisations économiques dans l'île.

2. On ne saurait donner évidemment un brevet de démocratie à l'auteur d'un coup d'État. Mais il faut savoir que, sous la « dictature » de Batista, paraissait une presse variée : *Informacion*, *El Diario de la Marina*, *El Mundo*, *Alerta*, *Havana Post* (en anglais), *Imparcial*,



En 1957, donc sous Batista, Bohemia publie une interview de Fidel Castro, qui mène alors la guérilla dans la Sierra à l'est de Cuba. Il y prend ses distances avec ses alliés du Directoire révolutionnaire qui viennent d'échouer dans leur attaque du Palais présidentiel.

Prensa Libre, Exelsior, El Pais, Avance et l'hebdomadaire *Bohemia*, un mixte de notre *Express* et de notre *Paris-Match*, à qui il arrivait de donner la parole à Fidel Castro lui-même, y compris après le débarquement du Granma et les débuts de la guérilla dans la Sierra Maestra à l'Est de l'île.

3. Quant au sous-développement dont serait responsable le régime de Batista, il suffit de se tourner vers les statistiques onusiennes pour comprendre que la situation économique et sociale cubaine n'était pas ce que la propagande cubaine en dit.

En 1958 Cuba était le troisième pays d'Amérique latine pour le PNB par habitant (il sera au quinzième rang après vingt ans de castrisme). L'analphabétisme existait en effet. Il touchait environ 25 % de la population, soit la moitié de ce que prétendait Simone de Beauvoir en écho à ce que lui disaient en 1960 les autorités cubaines, mais était bien plus faible qu'au Mexique ou au Brésil.

Le budget de l'Éducation nationale était, en pourcentage, le second d'Amérique latine. Les inégalités étaient grandes mais cette île de six millions d'habitants comptait 115 000 voitures, les salaires y étaient parmi les plus élevés d'Amérique latine. Pendant les six ans qui précédèrent la révolution, l'industrie manufacturière crût à Cuba de 19 %, le bâtiment de 21 %, la production d'électricité, de 58 %. Quant à l'agriculture, cassée depuis par le castrisme, elle était alors en plein développement, notamment la production fruitière.

Cela ne signifie pas, répétons-le, absence de déséquilibres ou d'inégalités. Le pays reposait trop exclusivement sur l'exportation de sucre dont la production se montait en 1952 à 5,16 millions de tonnes. Mais aujourd'hui, l'île importe du sucre !

En 1953, 35 % des maisons à Cuba n'avaient pas l'eau courante et 54 % n'avaient pas de toilettes particulières. Cependant, les statistiques françaises concernant la même époque ne sont guère différentes. Bref, comme a pu conclure Jeannine Verdès-Leroux, « Cuba, à l'époque de Batista, était un pays prospère ».